

# L'Algérie demande aux Algériens de France d'être une 5e colonne



L'ambassadeur d'Algérie, Mohamed Antar Daoud, rappelé le 2 octobre dernier, venait juste de rejoindre son poste en France ; il ne s'agit donc pas d'une déclaration qui lui est propre mais des ordres de son gouvernement, la menace non déguisée du président de l'Algérie, Abdelmajid Tebboune.

Il s'adresse directement aux 5 millions et plus (chiffre reconnu par les Algériens) des « Algéro-Français » (il ne s'agit plus de « Franco-Algériens), leur ordonnant de s'ingérer totalement dans les affaires intérieures de la France.

***“Je dis que la double, la triple ou la quadruple nationalité doit constituer un atout pour les Algériens. Il est inadmissible que l'Algérie qui possède la plus grande communauté étrangère en France avec 18 consulats, ne puisse***

***pas constituer un levier de commande pour intervenir non seulement dans la politique algérienne, mais (aussi) au niveau de la politique française***", a-t-il déclaré, insistant sur le fait que ***"l'Algérie a besoin de tous ses enfants"***.

***"La communauté algérienne en France est une communauté engagée auprès de son pays"*** a-t-il dit, lors du forum organisé par « El Moudjahid » consacré à la commémoration des « massacres » du 17 octobre 1961.

Ce chiffre d'environ 5 millions de binationaux « algéro-français » est probablement inférieur à la réalité mais nous ne le saurons jamais puisque la loi interdit les statistiques ethniques.

Selon les méthodes de calcul retenues par l'INED et l'INSEE, ce chiffre serait proche ou supérieur à 10 % de la population française et le « Pew Research Center » prévenait qu'en 2050 la communauté algérienne de religion musulmane approcherait les 18 % de la population française.

À ces chiffres, déjà impressionnants, s'ajoutent ceux toujours en progression des « convertis » à la religion musulmane qui, selon la Grande mosquée de Paris, avoisineraient déjà le million en 2013, avec environ 10 000 chaque nouvelle année.

Nous savons combien il y a de maires socialistes, républicains, RN, communistes, etc. sur les 35 086 élus municipaux, leur sexe, leur âge, le plus vieux, le plus jeune, mais pas leur religion, donc nous ignorons le nombre exact de maires musulmans. Réflexion identique pour les 500 000 conseillers municipaux, nous ne pouvons que nous baser sur leur patronyme et c'est le cas également pour les députés binationaux et c'est ainsi que nous connaissons la binationalité de la vice-présidente du Sénat par exemple.

La prémonition littéraire de Michel Houellebecq, dans son livre « Soumission » nous semble de plus en plus réalisable, si aucune mesure n'est prise afin d'endiguer cette

« colonisation » progressive et programmée.

Cette déclaration de l'ambassadeur de l'Algérie, porte-parole du Président algérien, vient confirmer l'affirmation réaliste proclamée à l'époque par le Marocain Hassan II « *Que les Marocains installés en France ne s'intégreraient jamais et resteraient avant tout des Marocains.* » et c'est bien le cas pour une grande majorité des Algériens, qu'ils soient binationaux où Français par « droit du sol ».

Nous attendons toujours une réponse vigoureuse soit du président de la République, Emmanuel Macron, soit du ministre des Affaires étrangères, soit même d'un quelconque ministre ou même d'une institution responsable des musulmans de France ou d'un élu binational de religion musulmane, qui dénonce cette « ingérence manifeste » dans la gouvernance de la France.

Un constat est dorénavant certain, puisque avoué publiquement : l'Algérie a pour objectif majeur de s'ingérer profondément dans les affaires françaises et même de « coloniser » progressivement notre pays... ce qui est déjà en bonne marche !

**Manuel Gomez**